green accountability platform

Renforcer le rôle des acteurs de la société civile dans la finance climatique

Janvier 2026

NOTE D'ORIENTATION

Photo: Forum communautaire à Saint-Louis du Sénégal. Avec l'aimable autorisation de CAJUST.

Remerciements

Cette note a été préparée sous l'égide de la Green Accountability Platform (Plateforme pour une redevabilité verte), un consortium cogéré par le World Resources Institute, SouthSouthNorth et la Commission Huairou. C'est grâce au soutien du Partenariat mondial pour la redevabilité sociale (GPSA) de la Banque mondiale, que sa production a été possible.

Le GPSA facilite la collaboration entre les organisations de la société civile et les pouvoirs publics, tout en encourageant l'engagement des citoyens dans le but de trouver des solutions aux problèmes liés au développement, de renforcer la reddition de comptes et d'améliorer la gouvernance sectorielle.

Auteure: Romy Chevallier

GLOBAL PARTNERSHIP FOR SOCIAL ACCOUNTABILITY

SSN TOWARDS CLIMATE RESILIENCE

Résumé analytique

Face à l'urgence et à l'ampleur de la crise climatique, il est essentiel d'accroître les ambitions et les volumes de financement au niveau mondial, et de les affecter là où ils sont le plus nécessaires, avec transparence et redevabilité. En effet, le panorama actuel de la finance climatique ne s'appuie pas encore sur des données suffisamment claires, cohérentes et comparables, notamment quant à la destination des ressources, aux personnes qui décident de leur affectation et au fait de savoir si les communautés vulnérables en sont bénéficiaires ou pas. Afin de répondre à ces questions, il est nécessaire d'établir des principes de gouvernance et des procédures garantissant la transparence, des processus participatifs plus accessibles, plus inclusifs et plus efficaces pour l'adoption des politiques climatiques et des décisions financières aux niveaux national et infranational, ainsi que des mécanismes permettant à la société civile et aux communautés concernées de suivre la mise en œuvre des projets et de dénoncer les failles, le cas échéant.

Les collectivités qui sont les plus directement touchées par le changement climatique méritent d'avoir leur mot à dire sur la manière dont les fonds affectés à sa lutte sont dépensés et aident à réduire les inégalités existantes. Les initiatives de redevabilité verte ont pour but d'accompagner les citoyens, les organisations de la société civile (OSC), les mouvements de base, les groupements de femmes et les communautés autochtones, en leur permettant de participer à la prise de décisions, de suivre les dépenses liées au climat et de demander des comptes aux institutions publiques et aux partenaires d'investissement. À terme, la qualité et la légitimité de la finance climatique s'en trouveront améliorées, et le principe d'équité mieux respecté. Lorsque les OSC poursuivent des missions claires et sont dotées de moyens financiers et d'outils adéquats, elles peuvent appuyer les cycles d'élaboration des politiques, favoriser l'adhésion des citoyens et contribuer à faire en sorte que les investissements climatiques soient adaptés au contexte, axés sur la demande, transparents, inclusifs et porteurs. Il existent de nombreux exemples et des bonnes pratiques qui prouvent que les OSC, dans de nombreux pays, appuient l'accès à l'information, le contrôle et la participation citoyenne. Cependant, ces progrès restent inégaux et doivent être officiellement reconnus et institutionnalisés, car de nombreuses OSC continuent d'être confrontées à un rétrécissement de l'espace civique, à l'absence de canaux d'engagement, à un accès limité aux données et à un financement insuffisant.

Redevabilité verte et paysage de la finance climatique

Les récents débats internationaux autour de la portée et de l'importance du Nouvel objectif collectif quantifié (NOCQ) en matière de finance climatique, ainsi que les appels à la réforme de l'architecture financière mondiale, suscitent un regain d'attention pour la gouvernance, la transparence, l'efficacité des financements climatiques, les approches participatives et les actions au niveau local. Cette évolution permet d'ouvrir des espaces politiques et opérationnels importants pour la participation de la société civile[1]. Les acteurs de la politique et du développement mettent de plus en plus l'accent sur l'inclusion et l'engagement communautaire, et une gamme croissante d'outils, de plateformes et de réseaux émergent, appuyant à présent le suivi budgétaire, le contrôle des citoyens et la surveillance du public.

L'application de ces nouveaux principes doit inciter les gouvernements et les acteurs de la finance climatique mondiale à mettre en place des boucles de rétroaction plus directes et fiables entre les institutions et les collectivités, dans l'intention de freiner la corruption et les affectations inefficaces de fonds, de renforcer la confiance du public et de permettre aux institutions de disposer des informations, de la légitimité et de la capacité nécessaires pour répondre aux besoins climatiques locaux

1. GIEC, *Changements climatiques 2023: Rapport de synthèse*, équipe de rédaction principale, H. Lee et J. Romero (eds.) (Genève, IPCC 2023), doi:10.59327/IPCC/AR6-9789291691647.

Le fait de privilégier une redevabilité inclusive peut également contribuer à débloquer davantage de flux de financement climatique pour les canaliser vers les pays en développement, tout en améliorant leur efficacité et traçabilité, et en faisant en sorte que ce soit les destinataires prévus qui en bénéficient[2]. La redevabilité verte a donc pour objet d'améliorer la quantité, la qualité, l'équité et l'impact de la finance climatique, en soutenant des interventions génératrices de retombées durables, inclusives et justes.

Toutefois, l'architecture de la finance climatique reste complexe: elle est fragmentée et sa portée inégale. De nombreux processus restent inaccessibles en raison d'une conception descendant[3], de données incohérentes et de la faible inclusion de la société civile[4] ou de la représentation des groupes vulnérables[5]. On se réfère ici aux procédures de versement des fonds, aux cycles d'approbation des projets, aux systèmes de suivi et d'établissement de rapports et aux mécanismes nationaux de suivi budgétaire par les organismes financiers nationaux et internationaux, les banques multilatérales de développement et les systèmes de financement public et privé. Ces difficultés caractérisent plus particulièrement les pays en développement, où l'accès limité aux financements aggrave les inégalités existantes, ralentit les efforts d'atténuation et d'adaptation et compromet les progrès vers l'objectif de 1,5°C fixé par l'Accord de Paris concernant l'augmentation de la température. Sans mécanismes renforcés de redevabilité verte, ancrés dans la transparence, la participation et la surveillance équitable, le système mondial de financement climatique ne parviendra pas à rétablir la confiance, au moment précis où cette confiance et une action concertée sont plus nécessaires que jamais.

Par ailleurs, dans de nombreux contextes, l'espace civique continue de se rétrécir, les restrictions à la liberté d'expression, d'association et à l'accès à l'information entravant directement les efforts de contrôle[6]. Dans plusieurs pays, le pouvoir exécutif assoit ses prérogatives, les gouvernements centraux renforçant leur contrôle sur les ressources publiques, les fonds climatiques et les budgets de développement, souvent au nom de l'efficacité, de la cohésion nationale ou de la sécurité. Cette tendance est renforcée par certaines volontés politiques visant à contrer les oppositions, à façonner le narratif public et à conserver le pouvoir, en particulier dans les pays connaissant des tensions économiques, une pression civique croissante ou des batailles électorales serrées. La centralisation fiscale s'est également accentuée[7], affaiblissant la participation locale et réduisant la transparence des décisions budgétaires, tandis que les institutions nationales de contrôle ont, dans certains cas, été absorbées par les structures gouvernementales ou ont vu leur mission écornée[8]. Dans le même temps, les données sur la finance climatique restent incohérentes, incomplètes ou inaccessibles, en particulier au niveau local ou infranational, et les cycles courts de projet des donateurs font qu'il est difficile pour les OSC de maintenir un engagement à long terme. En outre, les bailleurs de fonds se heurtent à plusieurs obstacles pour cibler le financement de l'adaptation au climat et travailler plus étroitement avec les acteurs locaux. Il existe toujours une aversion à la prise de risque au niveau des institutions, des lourdeurs administratives, des problèmes concernant la reddition de comptes aux acteurs locaux et à l'électorat national, ainsi que des valeurs qui s'opposent et des asymétries de pouvoir difficiles à rééquilibrer[9].

Tandis que la demande en faveur d'une redevabilité verte se fait de plus en plus entendre et qu'il faut expliquer ce qu'elle signifie, l'espace politique nécessaire à une participation significative se rétrécit – d'où l'urgence qui s'attache à protéger et élargir les mécanismes de gouvernance ouverte et de reddition de comptes. Il convient également de noter que la finance climatique ne se préoccupe pas suffisamment des populations vulnérables et n'associe pas assez les acteurs et responsables locaux. Par exemple, le **Rapport parallèle sur le financement du climat 2025**[10] souligne que seulement 3% du financement bilatéral du climat en 2022 ciblait la dimension de genre, alors que l'impact du changement climatique sur les femmes et les filles est disproportionné.

2. Systemiq and Blended Finance Taskforce, *Better Accountability, Better Finance. Consultation Paper: Investing in Green Accountability for the People and Planet. 10 septembre 2023.*
3. Unité d'évaluation indépendante, *Independent Evaluation of the GCF's Readiness and Preparatory Support Programme*. Rapport d'évaluation n° 16. Corée du Sud : Unité d'évaluation indépendante, Fonds vert pour le climat, septembre 2023.
4. Thomas, H. *Improving civil society's limited access to the Green Climate Fund: a report based on the analysis of GCF policies and lessons learned from five case studies*. Conseil sur le climat et le développement, avril 2021.
5. Glencorse, B and Jarvis, M. *The Role of Civil Society Oversight and Social Accountability in Climate Finance and Action* (document présenté au 2e symposium sur les réponses supranationales à la corruption, organisé par la Banque mondiale, The Grantham research Institute on Climate and Environment, mai 2025, Accountability Lab et Trust Accountability and Inclusion Collaborative.
6. CIVICUS, *Annual Report, 2023-2024*.
7. Galston, W, *'Is growth of executive power a threat to constitutional democracy?'*, Brookings Commentary, 2 juillet 2025.
8. Duran-Fernandez, R. *Reevaluating autonomy: the future of Mexico's independent agencies in governance and policy*. Washington, DC, Wilson Center. novembre 2024.
9. Pinnington R, Kasaija P, King M, Mbabazi A and Gulrajani N, *'Why aren't we there yet? Understanding and addressing donor barriers to localisation in climate adaptation'*, février 2024.
10. Oxfam International et CARE, Climate Justice Centre, *Climate Finance Shadow Report 2025: analysing progress on climate finance under the Paris Agreement*, octobre 2025.

Principes pour une gouvernance efficace et ouverte de la finance climatique

Pour être efficace, la gouvernance de la finance climatique doit reposer sur des principes fondamentaux, qui sont connus. Tirés des normes mondiales déjà publiées relatives à la redevabilité sociale et à la participation publique, ils sont repris dans le Manuel national du Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO)[11]:

Transparence – Il faut faire en sorte que les données, les décisions et les flux de dépenses liés au financement de la lutte contre le changement climatique soient accessibles au public, en temps voulu et de manière simple. Il s'agit notamment de prévoir un accès à l'information fondé sur ce droit, en veillant à ce que les cadres juridiques et institutionnels garantissent la possibilité pour les citoyens d'obtenir des informations, d'analyser les décisions prises et de demander des comptes.

Participation – Il faut créer des mécanismes structurés permettant à la société civile et aux communautés qui la composent de contribuer à la planification, à l'analyse budgétaire, à la mise en œuvre des décisions, à leur contrôle et de faire part de leur rétroaction.

Reddition de comptes aux citoyens – Il faut que les institutions publiques justifient leurs actions, sachent réagir face aux critiques fondées dont elles font l'objet et acceptent d'assumer la responsabilité de leurs mauvais résultats, et pour ce faire prévoir des mécanismes de contrôle, de réclamation et de justice efficaces, ainsi que d'audits de performance réalisés par des collectifs de citoyens.

En outre, plusieurs dimensions transversales permettent de renforcer l'application de ces principes fondamentaux, et une en particulier, l'inclusion, liée au présent document d'orientation:

Inclusion – engagement des pouvoirs publics à servir toute la population, en particulier les segments ayant été historiquement désavantagés ou les plus vulnérables, cf. femmes, jeunes, peuples autochtones, personnes handicapées et autres groupes marginalisés.

Considérés dans leur ensemble, ces principes permettent d'intégrer la participation et le contrôle du public tout au long du cycle de la finance climatique, depuis la planification et la budgétisation jusqu'à la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation.

Les approches fondées sur la redevabilité verte reconnaissent également que les communautés ne sont pas de simples bénéficiaires des investissements climatiques, mais des partenaires essentiels capables d'appuyer leur conception, mise en œuvre et contrôle. Lorsque les citoyens disposent de points d'accès réels aux processus ici visés, l'action climatique devient plus efficace, plus équitable et plus adaptée aux réalités locales. Cette vision renforce les pratiques ascendantes et ancrées dans le local, garantissant que les investissements climatiques reflètent les priorités et les conditions sur le terrain.

De nombreux cadres internationaux renforcent ces principes de gouvernance, notamment le Cadre de transparence renforcée de l'Accord de Paris, la Convention d'Aarhus et l'Accord d'Escazú qui promeuvent l'accès à l'information, la participation du public et la justice en matière d'environnement, sans omettre les cadres juridiques issus du programme de réforme des banques multilatérales de développement.

11. Partenariat pour un gouvernement ouvert *Manuel national PGO: Une feuille de route pratique pour les parties prenantes nationales,* août 2025.

Rôle renforcé des acteurs de la société civile dans la redevabilité en matière de finance climatique

Les OSC, les acteurs de terrain et les réseaux communautaires ont un rôle crucial à jouer dans le renforcement de la reddition de comptes en matière de financement climatique. Ils sont en général proches des communautés, et savent interpréter les informations complexes concernant les politiques publiques et les aspects budgétaires, ce qui en fait des intermédiaires obligés entre l'État et les citoyens. Dans de nombreux contextes, les OSC ont démontré leur capacité à vulgariser les informations techniques sur la finance climatique, permettant aux communautés négligées de comprendre comment les ressources sont allouées, quelles sont les opportunités offertes et où sont les failles.

Les OSC ont également le savoir-faire pour réunir une pluralité d'acteurs (fonctionnaires municipaux, experts techniques, chefs traditionnels, groupements de femmes, collectifs de jeunes, etc.). Les espaces de dialogue ainsi créés permettent de réduire le fossé entre les priorités nationales en matière de climat et les réalités vécues au niveau local. Grâce à des mécanismes tels que le renforcement des capacités, le plaidoyer, le suivi budgétaire, les audits sociaux et l'analyse des politiques, les OSC contribuent à la transparence, relayent la voix des communautés marginalisées et poussent à des réformes institutionnelles visant à renforcer la légitimité et l'efficacité de la finance climatique[12].

Approches pilotées par les OSC pour plus de redevabilité

Partout dans le monde, un écosystème de plateformes multipartites, de méthodologies, d'outils numériques et de mécanismes de gouvernance est en train d'émerger, aidant au renforcement de la transparence, de la participation et du contrôle public dans le domaine de la finance climatique. Ces initiatives sont la preuve qu'une redevabilité verte, pour être efficace, ne se limite pas à quelques projets. Elle requiert des approches systémiques, évolutives et connectées au niveau mondial afin de soutenir la société civile, les acteurs locaux et de réduire la brèche entre les engagements climatiques mondiaux et la mise en œuvre des projets au niveau local.

Une série d'efforts, tels que ceux visant la création de portails de budgets ouverts, d'outils de suivi, d'observatoires de citoyens, de mécanismes d'audit social, de systèmes de contrôle communautaire et de larges réseaux de connaissances, contribuent à intégrer la redevabilité dans les structures de gouvernance climatique. Ces approches offrent aux gouvernements, aux partenaires du développement et à la société civile des points d'accès pratiques pour contrôler la manière dont les fonds climatiques sont alloués, s'assurer que les dépenses sont alignées sur les priorités locales et améliorer la réactivité des institutions. Par exemple, **Transparency International** a développé une **boîte à outils d'évaluation** pour analyser dans quelle mesure une institution publique offre, ou est disposée à offrir à la collectivité, des voies de participation significatives aux processus budgétaires. Dans le cadre du **PGO**, les gouvernements, en collaboration avec la société civile, peuvent participer au défi de l'innovation lancé par ce partenariat et présenter des réformes novatrices dans dix domaines de politiques publiques où une reddition de comptes est nécessaire.

Le travail fait à travers la **Plateforme de redevabilité verte** est un autre exemple méritant d'être souligné. Il s'agit d'un programme multipartite lancé par le **Partenariat mondial pour la redevabilité sociale** de la Banque mondiale, en collaboration avec le World Resources Institute, la Commission Huairou et SouthSouthNorth. Cette plateforme permet d'approfondir la participation de la société civile et des organisations de base, en les aidant à développer les outils, les réseaux et les leviers institutionnels nécessaires pour amplifier la voix des citoyens et renforcer la reddition de comptes. Elle apporte un soutien à 25 OSC au Bangladesh, au Brésil, au Cameroun, au Mexique et au Sénégal

12. Wang Y and Qiu Y, *How civil society organizations influence environmental governance in the Global South, Current Opinion in Environmental Sustainability*, Volume 75, 2025, https://doi.org/10.1016/j.cosust.2025.101556.

qui peuvent ainsi mener une série d'activités visant à améliorer la gouvernance et la redevabilité en matière de climat, notamment au niveau de l'analyse budgétaire, du suivi des allocations de fonds pour le climat, du renforcement des politiques inclusives, et concernant également l'appui aux gouvernements locaux pour la mise en œuvre de plans participatifs et climato-résilients.

La plateforme est également le point d'appui d'une communauté de pratique mondiale qui met en relation des praticiens de différents pays, le but étant de partager les expériences, de tester les pratiques innovantes et de forger des coalitions. Les échanges entre pays permettent d'accélérer l'apprentissage et d'intensifier les pratiques efficaces, tandis que le mentorat entre pairs est le moyen de renforcer la capacité des membres des OSC locales à interagir de manière constructive avec les décideurs. En favorisant des écosystèmes adaptés aux contextes et en sélectionnant des modèles prometteurs, la plateforme contribue également à intégrer une logique de redevabilité dans les systèmes des banques multilatérales de développement afin d'accélérer la transition vers des économies résilientes et à faibles émissions de carbone.

Photo: Activités de plaidoyer et consultations communautaires à Juruá, au Brésil. Avec l'aimable autorisation de l'Instituto Fronteiras.

Enseignements et bonnes pratiques des OSC dans le cadre de la Plateforme pour la responsabilité verte

Les OSC, dans divers contextes politiques et institutionnels, ont souvent su répondre aux défis posés par la gouvernance climatique par une série d'approches innovantes.[13]

Accès aux données climatiques pour renforcer la transparence

L'un des piliers de la redevabilité verte est l'offre ou la disponibilité d'informations accessibles, opportunes et fiables sur le financement du climat. De nombreuses OSC dans le monde ont mis en place des portails de données climatiques, des observatoires budgétaires et des plateformes en libre accès pour aider les acteurs locaux à comprendre et à suivre les flux financiers liés au climat. Au Bangladesh, par exemple, des organisations cartographient les dépenses climatiques liées à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène dans les zones vulnérables et à haut risque, tandis qu'au Mexique et au Brésil, d'autres analysent les budgets nationaux et infranationaux, identifient les tendances et déposent des centaines de demandes d'informations qui se trouvent dans le domaine public. Au Brésil, l'Institut d'études socio-économiques (INESC) a pris l'initiative d'analyser les amendements parlementaires et de pointer les lacunes dans le financement de l'adaptation, des informations qui sans cela resteraient cachées. Au Cameroun, des réseaux communautaires vérifient les budgets municipaux afin d'identifier les affectations relatives aux aspects climatiques et de déterminer si les ressources prévues parviennent bien aux bénéficiaires.

Les OSC investissent également dans le renforcement des compétences des citoyens, des chefs de communautés ou de groupements

13. Pour en savoir plus sur les exemples ci-dessous, veuillez consulter le rapport d'étude de cas "Enhancing transparency, inclusion and accountability of climate finance: stories from Bangladesh, Brazil, Cameroon, Mexico and Senegal" (Améliorer la transparence, l'inclusion et la redevabilité dans le domaine de la finance climatique: exemples du Bangladesh, du Brésil, du Cameroun, du Mexique et du Sénégal).

autochtones et de fonctionnaires locaux pour leur permettre d'interpréter les données sur la finance climatique et les utiliser dans le cadre de leurs activités de plaidoyer et la prise de décisions. Ces efforts montrent que pour garantir la transparence, il ne s'agit pas seulement de publier des chiffres ; il faut aussi faire en sorte que les informations puissent être comprises, mises en contexte et exploitées. Au Cameroun, l'organisation **Women for a Change** (Wfac) travaille au renforcement du rôle des femmes dans la prise de décisions sur le climat en les dotant des compétences nécessaires pour comprendre les processus complexes et participer efficacement aux dialogues sur les politiques dans ce domaine.

Renforcer la participation de tous aux processus de politique climatique

La capacité qu'ont les OSC à se rapprocher des autorités publiques pour faciliter un dialogue constructif et multipartite constitue l'une des pierres angulaires de la redevabilité verte. Au Cameroun, le **Cercle international pour la promotion de la création** (CIPCRE) fait progresser la budgétisation participative et climato-résiliente dans cinq municipalités, en veillant à ce que ce soit bien les priorités communautaires qui orientent la planification locale. Au Sénégal, les réseaux communautaires surveillent activement la mise en œuvre de la stratégie nationale sur les mangroves et guident la gouvernance des écosystèmes locaux. L'organisation **Enda ECOPOP** a lancé le projet ***ACCESS (Alliance concertée des OSC pour un espace civique transformateur et durable en faveur de l'action climatique au Sénégal)***, qui vise à renforcer la cogestion durable des écosystèmes de mangrove. Au Bangladesh, le **réseau PRAAN (Participatory Research and Action Network)** a lancé l'initiative « Nouer des partenariats pour faire avancer l'action climatique locale au Bangladesh », dont le but est de renforcer la résilience en favorisant la participation des communautés et des peuples autochtones aux processus d'élaboration des politiques climatiques et de budgétisation.

> **Ces approches permettent au public de mieux comprendre les risques climatiques, d'affiner les priorités des collectivités et de créer des liens plus étroits entre les systèmes de connaissances scientifiques et locales. En amplifiant la voix des communautés, les OSC renforcent la réactivité et la légitimité des décisions politiques.**

Photo: Séance d'évaluation participative en milieu rural à Char Clerk, au Bangladesh. Avec l'aimable autorisation du réseau PRAAN.

Renforcer la redevabilité par le biais du suivi budgétaire et du plaidoyer

Dans toutes les régions, les OSC démontrent leur pouvoir de la surveillance civique en opérant un suivi des budgets climatiques, en contrôlant les dépenses et en plaidant pour des réformes. Le **Groupe de financement climatique pour l'Amérique latin et les Caraïbes** (GFLAC), en est une excellente illustration: il a mis au point un indice de financement durable et une version infranationale pour les 32 États du Mexique. Ces outils permettent d'évaluer dans quelle mesure les fonds alloués au financement de la lutte contre le changement climatique sont conformes aux engagements pris en la matière. Au Sénégal, la **Fondation BudgiT** a élaboré un **budget vert simplifié 2024-2025**, qui présente aux citoyens des données accessibles et compréhensibles sur le financement climatique dans les secteurs de l'agriculture, de l'énergie, de l'eau et de l'assainissement. L'outil **Tracka** de BudgiT au Sénégal permet également au grand public de suivre les projets gouvernementaux, d'exiger de la transparence et de plaider en faveur d'une gestion responsable des dépenses publiques. À travers l'examen des dépenses, des tableaux de bord d'évaluation communautaires et des exercices de suivi budgétaire, les OSC aident les gouvernements à affiner les priorités en matière de dépenses, à renforcer les garanties et à améliorer le contrôle de la mise en œuvre.

Renforcer le leadership local, les capacités communautaires et les approches intersectionnelles

L'un des points essentiels qui découlent de la pratique mondiale est lié au rôle central des dirigeants locaux dans la mise en place de mécanismes de redevabilité durables et ancrés dans la communauté, en particulier s'il s'agit de femmes, de jeunes, de membres de communautés autochtones et rurales. Les approches intersectionnelles, qui permettent de cerner dans quelle mesure le genre, l'âge, le handicap et l'identité sociale facilitent ou pas la participation à la prise de décisions en matière climatique, sont essentielles à une véritable reddition de comptes.[14]

Au Mexique, **l'Espace de rencontre pour les cultures indigènes** (EECO) encourage la participation directe des peuples autochtones et afro-mexicains, des femmes, des jeunes, des personnes LGBTQI+, des populations rurales et des personnes handicapées. En collaborant avec les services gouvernementaux pour créer des mécanismes participatifs de gouvernance climatique, l'EECO contribue à institutionnaliser des processus décisionnels inclusifs, fondés sur les droits. Des femmes autochtones et du milieu rural effectuent des analyses budgétaires et élaborent des stratégies de plaidoyer au niveau infranational. Au Sénégal, Citoyens actifs pour la justice sociale est une organisation qui sensibilise

Photo: Forum communautaire à Saint-Louis du Sénégal. Avec l'aimable autorisation de CAJUST.

14. Gisevius K, Niesters L and Braun B, *The role of community leadership in building community adaptive capacity to coastal hazards – Insights from neighborhood networks in Semarang, Indonesia*, Environmental Science & Policy, Volume 163, 2025, https://doi.org/10.1016/j.envsci.2024.103963.

les communautés au regard des engagements gouvernementaux en matière de climat et de partenariat pour une transition énergétique juste, en veillant à ce que les citoyens aient accès aux informations et à ce que les communautés puissent faire connaître leurs besoins.

Dans de nombreux pays, les réseaux communautaires et les groupes de femmes jouent un rôle de premier plan dans le suivi des budgets locaux, influencent la planification municipale et orientent les cadres de gouvernance écosystémique. Ces initiatives prouvent que la redevabilité est plus efficace lorsque le leadership émane de la communauté. La présence d'acteurs locaux est gage de légitimité, de prise en compte du contexte et de continuité, aspects qui ne peuvent pas toujours être satisfaits par les entités externes.

Il est essentiel de soutenir ce leadership local pour pérenniser les pratiques de redevabilité pilotées par les communautés.

Défis transversaux auxquels est confrontée la société civile

Il existe de nombreuses preuves de la capacité des OSC à conduire des changements significatifs. Cependant, malgré des avancées importantes dans les différents pays, plusieurs défis continuent d'entraver les efforts de la société civile pour renforcer la redevabilité verte.

Les données sur la finance climatique restent limitées, incohérentes ou inaccessibles, en particulier au niveau infranational. Dans plusieurs pays, les informations sont fragmentées, mal classées ou publiées sur des portails qui ne fonctionnent pas ou ne présentent pas de catégories budgétaires standardisées. La résistance politique à la transparence, outre la centralisation fiscale dans certains pays, restreignent plus encore l'accès aux données essentielles et empêche un contrôle efficace. Ces lacunes démontrent la nécessité de cadres institutionnels plus solides qui garantissent l'accès à l'information et la publication systématique des dépenses liées au climat.

Certaines habitudes politiques enracinées continuent également d'entraver une participation significative. Les canaux de participation sont plus de nature consultative que décisionnelle ; dans le même temps, certains conseils et forums restent politisés ou dominés par des intérêts particuliers. L'adhésion des gouvernements varie considérablement d'une région ou d'un secteur à l'autre, et l'espace civique reste très limité dans plusieurs pays. Par ailleurs, ce qui n'est pas nouveau, de nombreuses OSC sont confrontées à un manque chronique de ressources, leurs personnels sont surchargés, les cycles de donateurs sont courts, facteurs qui limitent leur capacité à travailler sur le long terme.

Les inégalités structurelles s'ajoutent à ces difficultés. Les femmes, les jeunes, les groupes autochtones et les personnes handicapées se heurtent souvent à des obstacles supplémentaires pour accéder aux informations, influencer le débat sur les politiques publiques ou siéger à des instances officielles de gouvernance. Dans plusieurs pays, les OSC ne sont toujours pas reconnues comme des parties prenantes officielles dans les cadres nationaux de gouvernance climatique, ce qui limite leur capacité à influencer les décisions financières ou à contrôler leur mise en œuvre.[15]

15. Coger, T, Dinshaw, A, Krishnan N and Pyte B. *Is Climate Finance Supporting frontline community? Most governments don't know*. World Resources Institute, juillet 2021.

Ces difficultés persistent même si plusieurs facteurs favorables accompagnent l'élan de réforme. Il est vrai que l'émergence de nouvelles opportunités politiques, l'apparition de nouveaux outils techniques d'analyse budgétaire et d'un ensemble de défenseurs locaux possédant une meilleure maîtrise du sujet font progresser les pratiques dans le sens de plus de transparence et participation. Ces tendances soulignent l'importance de mécanismes participatifs institutionnalisés et de systèmes d'information robustes capables d'appuyer une redevabilité inclusive sur le long terme en matière de finance climatique.

Dans ce contexte, il est nécessaire d'adopter plusieurs mesures prioritaires pour contourner ces obstacles et renforcer la gouvernance de la finance climatique. Les meilleures pratiques présentées dans ce document montrent clairement le rôle essentiel que jouent les OSC dans la promotion de la redevabilité verte et la mise en place de systèmes de financement plus transparents, participatifs et équitables. Afin de renforcer et de formaliser ce rôle des OSC, en leur accordant un siège dans les espaces de décision, en améliorant leur financement et en permettant leur engagement durable, plusieurs recommandations ont été formulées faisant référence à des actions concrètes à charge pour les gouvernements nationaux et infranationaux, les partenaires de développement et les organisations de la société civile de les engager. Ces mesures visent à institutionnaliser et à faciliter l'adoption des bonnes pratiques, afin de garantir une gouvernance de la finance climatique plus transparente, plus inclusive et plus efficace.

Recommandations en matière de politiques

- Les gouvernements nationaux et les partenaires du développement sont invités à investir dans le renforcement des capacités des acteurs de la société civile en matière de redevabilité verte, par le biais de projets subventionnés, de financements institutionnels, de formations techniques et d'espaces de participation.

- Les normes relatives à la redevabilité verte découlant des cadres de financement du climat doivent être intégrées à la fois au niveau mondial (par exemple, le Nouvel objectif collectif quantifié, NOCQ, le Comité permanent des finances, les rapports biennaux sur la transparence) et au niveau national (par le biais des plans et des textes légaux relatifs aux climat, des systèmes budgétaires nationaux et des processus de suivi et d'évaluation). Ces dispositions doivent prévoir la participation de la société civile, exiger la transparence en matière budgétaire et officialiser le suivi des décisions et des dépenses liées au climat par les communautés concernées.

- Les gouvernements nationaux sont appelés à renforcer la gouvernance inclusive et la représentation en veillant à ce que les groupes marginalisés disposent de canaux structurés pour influencer les décisions en la matière. Il peut s'agir par exemple de leur réserver un siège au sein de comités multipartites sur le climat, de les inviter aux forums consultatifs communautaires ou de les associer aux mécanismes de budgétisation participative.

- Les gouvernements nationaux peuvent améliorer la transparence et l'accès à l'information en publiant systématiquement des dépenses liées au climat, les données relatives aux projets et la nomenclature budgétaire sous forme simplifiée (cf. marquage obligatoire des dépenses budgétaires climatiques, et rapports annuels sur les dépenses climatiques via des portails publics).

- Tant les gouvernements nationaux que locaux sont appelés à élargir les mécanismes de participation communautaire, tels que la budgétisation climatique participative, les comités de suivi, les outils de cartographie des risques climatiques locaux et les instruments et processus d'orientation simplifiés en matière de finance climatique.

- Il incombe aux gouvernements nationaux et aux organismes climatiques multilatéraux de renforcer le lien entre le niveau local, national et mondial en matière de redevabilité verte en permettant aux OSC de jouer un rôle bien

défini dans l'élaboration des contributions déterminées au niveau national (CDN) et des plans nationaux d'adaptation, et en assurant leur représentation au sein des conseils climatiques nationaux, des commissions parlementaires, des organismes de surveillance et des équipes de négociation sur le climat.

- Les partenaires du développement, les gouvernements nationaux et les réseaux d'OSC doivent œuvrer à la formation de coalitions et coordonner leurs actions de plaidoyer au sein de la société civile afin de mieux influer sur les processus de politiques relatives au climat. Les espaces à prioriser en ce sens sont les processus pour les CDN, les sommets sur le climat et les réunions des organes subsidiaires de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, des plateformes régionales, ou des grandes institutions financières telles que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (réunions de printemps), le Fonds vert pour le climat, Finance in Common et d'autres plateformes mondiales similaires.

- Les administrations publiques, les OSC et les partenaires du développement pourraient promouvoir l'apprentissage par les pairs, l'échange de connaissances et le partage de solutions par le biais de communautés de pratique, de plateformes multipartites et de réseaux d'apprentissage régionaux.

Photo: Des agricultrices suivent une formation au Centre climatique CCDB dans le district de Gazipur, au Bangladesh. Avec l'aimable autorisation de PRAAN.

GLOBAL PARTNERSHIP FOR SOCIAL ACCOUNTABILITY

THE WORLD BANK
IBRD • IDA | WORLD BANK GROUP

Photo: Lancement de la communauté de pratique sur les solutions vertes et bleues pour la gestion des zones humides. Images reproduites avec l'aimable autorisation d'Enda ECOPOP.

Contact

E-mail: civic@worldbank.org | info@southsouthnorth.org

www.thegpsa.org

www.thegpsa.org/civic/